

Les Roms, d'abord des Européens migrants Non à l'ethnicisation forcée du problème

A Marseille, la présence des familles roms date du début des années 2000. Il fallut attendre 2005 pour que, sous la pression des associations et des riverains, les pouvoirs publics commencent à s'émouvoir. Les premières réactions furent plaintives ou craintives. Aujourd'hui, force est de reconnaître que l'approche sécuritaire, tant vantée, n'a rien donné. Pourquoi ? La question mérite d'être posée.

Face à ce que nous percevons, nous, chez Médecins du monde, comme une urgence humanitaire avant tout, il est possible de concevoir deux approches : une réaliste, et l'autre chimérique.

La chimère a été illustrée par le discours de Grenoble, le 30 juillet 2010, lorsque le chef de l'Etat fit un amalgame surprenant entre les familles migrantes roumaines et bulgares et les familles tziganes françaises. Au motif de dénoncer à la vindicte populaire les responsables d'un sentiment d'insécurité générale, les Roms, ensemble, furent désignés comme coupables.

Au-delà de la confusion grossière qui mettait dans le même sac des citoyens français tziganes nomades et des Roumains et Bulgares sédentaires, ce sont des familles fragiles, précaires et disparates, que l'on accablait. Nous ne parlerons pas ici de l'aspect scandaleux de cette annonce, ni de sa nature, mais de son objet, les Roms. Les notions de Rom, de " communauté rom " ou de " peuple rom " méritent d'être éclaircies.

Rom signifie homme marié en romani. Cet endonyme veut distinguer les Roms des non-Roms, ou " Gadjé ". A cette entité Rom s'attachent une origine indienne probable, une langue partagée, souvent oubliée au profit des langues nationales, le souvenir d'un rejet et de persécutions récurrentes de la part des Gadjé et un fonds culturel commun.

La chimère d'un peuple ou d'une ethnie rom ne tient pas. Ce peuple rom, ressenti comme une évidence, est une mosaïque d'éléments reliés entre eux par un fonds culturel mais surtout unis dans la répulsion collective qu'ils suscitent. Cette chimère simplificatrice n'est pas une construction de nos seuls élus marseillais, elle émane de la société civile et même des institutions européennes qui reconnaissent aux Roms le statut de "*plus importante minorité ethnique*" en Europe. Cette discrimination positive est contre-productive.

En marquant une frontière entre les Roms et les autres, elle entretient l'idée d'une singularité fondatrice qui imposerait, dans tous les domaines de la vie de la cité, une approche particulière. Cette distanciation nourrit le racisme et désinhibe les comportements hostiles. Un autre effet pervers de cette discrimination positive réside dans la réponse donnée par les pouvoirs publics. A un problème perçu comme communautaire, nos décideurs ont tendance à opposer des réponses collectives, là où les réponses pertinentes ne sauraient être qu'individuelles.

Les Roms sont, comme tous citoyens, des hommes ou des femmes que l'on doit définir par leur individualité et leur nationalité (française, roumaine,

bulgare...). Cette définition suffit pour affirmer qu'il convient, vis-à-vis de ces Roms, d'appliquer le droit commun, à l'exclusion de tout autre. En droit, rien ne distingue les Roms des Gadjé. En revanche, il est possible de distinguer les Roms, présents à Marseille, des autres Marseillais par leur qualité de nouveaux migrants. Il n'est pas infamant de leur reconnaître ce statut, alors qu'il est chimérique et faux de les affubler du statut de nomade.

A cette migration, on peut identifier les mêmes causes que celles qui ont poussé une grande part de la population roumaine, Roms et Gadjé confondus, à migrer vers l'Ouest, depuis la chute du bloc de l'Est et l'ouverture des frontières. Ces causes sont politiques et économiques et non pas culturelles ou ethniques. Dans les camps et les bidonvilles, la seule " unité de compte " qui apparaît comme cohérente, c'est la famille. Les familles présentes à Marseille conçoivent le projet de s'installer parce qu'elles espèrent y trouver des conditions plus favorables que dans leur pays d'origine. Depuis de cinq à dix ans, elles affichent leur obstination à rester, en dépit des rigueurs de la politique sécuritaire. Les pouvoirs publics montrent, vis-à-vis d'elles, une hostilité que rien ne justifie, et qui s'explique uniquement par l'adhésion sans nuances des décideurs politiques à un certain nombre de croyances et de préjugés stigmatisants.

Il est temps de remettre en cause ces schémas funestes. Le réalisme tout d'abord, c'est prendre en compte la vraie nature de ces Roms. Ni nomades ni étrangers, ce sont des citoyens européens, migrants qui revendiquent un patrimoine culturel commun. C'est aussi relativiser le problème en prenant sa vraie mesure : 15 000 personnes en France. C'est un fait que les acteurs politiques doivent désormais prendre en compte comme une nouvelle donne ethno-démographique.

Le réalisme, c'est aussi la prise en compte de ce phénomène comme un fait historique prévisible, qui avait été anticipé par la trop fameuse " *clause transitoire* ", qui interdit de facto aux ressortissants roumains et bulgares l'accès au marché de l'emploi. Cette mesure, en vigueur depuis 2007, loin d'être dissuasive, a eu comme seul effet de plonger les arrivants dans une précarité inextricable. De fait, empêchés de travailler et de vivre de leur salaire, ces migrants survivent grâce à une économie souterraine faite de mendicité et de collecte de déchets. Avec l'interdiction de travailler légalement, ils se trouvent privés d'accès aux droits sociaux et à toutes les aides indispensables à leur intégration.

Le réalisme, c'est admettre leur légitimité à migrer. La législation européenne est floue dans sa définition des limites entre droit de libre circulation et droit de libre installation. Ces familles anticipent l'évolution du droit communautaire.

La politique sécuritaire de l'Etat, nourrie de chimères et de fantasmes, n'est pas une politique de droite, c'est une politique irréaliste, qui nous mène droit au mur et qui nous salit. Certains commencent à douter de sa pertinence et même des bénéfices électoraux induits, et réclament que l'ouvrage soit remis sur le métier, à la lumière d'une analyse objective, réaliste, humaine et républicaine de la situation.

Philippe Rodier

Médecin, responsable d'une mission sur les Roms au sein de Médecins du monde à Marseille

L'intégralité du texte.

Sur Lemonde.fr